

INFORMATIONS  
OUVRIÈRES  
nouvelle série

N° **173** (2567)  
Semaine du  
3 au 9 novembre 2011  
1,5 euro (soutien 2 euros)  
ISSN 0813 9500

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

**6 169**  
abonnés reçoivent  
ce numéro.  
Et vous ?  
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES



**Le Premier ministre grec, à la surprise générale, annonce l'organisation d'un référendum dans son pays à propos du plan européen.**

# Panique

## dans les sommets de l'Union européenne

**Les Bourses s'effondrent. L'agence de notation Fitch considère qu'un "non" mettrait en cause la zone euro. Les appels à retirer le référendum ou à la démission de Papandréou se multiplient.**

**Pages 2, 3 et 4**

### Actualité politique et sociale

#### "Appel des 160"

Les six initiateurs de l'appel s'adressent aux 1 300 signataires pour préparer la conférence du 26 novembre.

**Page 5**

### Actualité politique et sociale

#### Grève à Air France

Reportage chez les personnels navigants, hôtesses et stewards. Interview de syndicalistes.

**Page 6**

### Vie du Parti

#### La réforme territoriale au Sénat

L'analyse des propositions faites par la nouvelle majorité au Sénat.

**Pages 8 et 9**



### L'actualité internationale

#### Tunisie : après les élections à l'Assemblée constituante

Reportage de nos correspondants lors des élections du 20 octobre.

**Pages 10 et 11**



Photo AFP

## Affolement général

Tout s'était bien passé, l'accord pour « sauver la Grèce » avait fini par être signé au sommet européen. Un accord « à l'arraché », mais un accord quand même, « apaisant » les marchés financiers... Mais voilà, les travailleurs grecs n'acceptent pas. Dressés avec leurs organisations syndicales dans une grève générale historique les 19 et 20 octobre, ils sont redescendus dans la rue le 28, entraînant tout le peuple de Grèce. Le gouvernement, perdant ses soutiens les uns après les autres, excepté celui des émissaires de la « troïka » (FMI-BCE-Union européenne), s'enfoncé chaque jour un peu plus dans la crise. C'est dans ces conditions que, sans avertir personne, Papandréou a déclaré qu'il soumettrait les termes de l'accord européen à un référendum. Ce qui a fait l'effet d'une étincelle sur un baril de poudre.

Les Bourses s'effondrent. Affolement général des chefs d'Etat et de l'Union européenne.

Les Obama, Sarkozy, Merkel se font menaçants. Car même si un tel référendum n'aurait lieu, semble-t-il, qu'en janvier 2012, et si sa convocation est suspendue au vote de confiance du Parlement grec du 4 novembre, la simple hypothèse que le peuple grec puisse avoir son mot à dire sur les mesures barbares que la « troïka » veut lui imposer, et qu'il rejette par sa lutte de classe, provoque la panique à la veille du sommet du G 20. Plus que jamais, l'appel lancé le 1<sup>er</sup> octobre par des militants de toute l'Europe au meeting internationaliste du POI est au cœur de la situation : « *Aucune mesure de rigueur n'est acceptable, retrait des plans, défense des revendications ! La dette n'est pas celle des peuples : annulation ! Aucune soumission au consensus sur la réduction des déficits publics : indépendance du mouvement ouvrier ! Non à la dictature de la troïka FMI-UE-BCE !* »

C. K. et D. F.

# Grèce : “Objectivement, les temps sont mûrs pour une révolution” (“Les Echos”) Après l'annonce par Papandréou d'un référendum

Christel Keiser et Dominique Ferré

**Q** u'est-ce qui peut expliquer l'annonce d'un référendum par Papandréou, que certains commentateurs assimilent à une

« fuite en avant », voire à un acte dément ? Trois jours avant l'annonce de Papandréou, et malgré la signature de l'accord du « sommet européen », l'éditorialiste des Echos (28 octobre) s'inquiétait de ce qu'« objectivement, les temps sont mûrs pour une révolution ».

Ce qui s'est passé lors de la grève générale des 19 et 20 octobre (lire notre précédent numéro) n'est rien d'autre que le soulèvement de tout un peuple, avec en son centre la classe ouvrière qui se dresse avec ses organisations contre les mesures barbares imposées par la « troïka » : 30 000 licenciements dans la fonction publique, jusqu'à 40 % de baisse des salaires des fonctionnaires, liquidation de toutes les conventions collectives qui s'ajoutent aux dizaines d'autres mesures du même type mises en œuvre depuis un an et demi.

### LE 28 OCTOBRE À THESSALONIQUE...

Ce qui s'est produit le 28 octobre à Thessalonique et dans d'autres villes de Grèce marque toute la situation (lire l'interview d'Helène Zografaké-Telemè).

Aliki Papadomichelaki, militante de Synaspismos (1), nous indique ce mardi 1<sup>er</sup> novembre au matin : « Le 28 octobre, c'est la journée où le peuple grec a dit “non” à l'invasion des troupes fascistes italiennes en 1940. C'est traditionnellement une journée de fête nationale, avec défilé militaire. Ce 28 octobre 2011, au lendemain de la grève générale des 19 et 20 octobre, à Thessalonique où le président de la République devait superviser le défilé, les gens sont descendus par milliers sur le parcours au cri de : “Vous êtes des renégats !”, adressé aux représentants du gouvernement. Il y a eu de telles manifestations dans toutes les villes de Grèce.

A Athènes, où le 28 octobre est organisé un défilé des étudiants, ceux-ci tournaient délibérément le dos au podium sur lequel se tenaient les représentants du gouvernement, en signe de protestation. Dans de nombreux endroits du pays, après l'hymne national qui clôturait les cérémonies, les gens entonnaient les chants révolutionnaires des Partisans. Ces manifestations ont créé un climat impossible pour le gouvernement, et tout particulièrement dans le Pasok, le parti de Papandréou. Je pense que si Papandréou a fait cette annonce du référendum, c'est parce qu'il a peur de la suite, il a peur des prochaines élections, il a peur que son parti s'effondre, il a peur y compris pour son propre avenir en Grèce. C'est le “saut dans le vide”. A ce stade, nous ne connaissons pas le détail sur ce référendum, ni quand il doit avoir lieu. On dit qu'il porterait sur le “second memorandum” dont le contenu n'est pour

le moment pas rendu public. Une chose est certaine : ce gouvernement n'a plus le droit de gouverner, il faut qu'il s'en aille. »

### “LES CRAINTES QUE LA GRÈCE ÉCHAPPE À TOUT CONTRÔLE”

Le Financial Times (1<sup>er</sup> novembre) indique : « La décision du Premier ministre a renforcé les craintes que la politique intérieure délogée de la Grèce échappe à tout contrôle dans un contexte d'une colère populaire croissante au sujet des réductions d'emplois dans la fonction publique et de la hausse des impôts. (...) Un représentant de l'Union européenne a déclaré au Financial Times que (...) personne ne s'attendait à cette annonce d'un référendum qui éclate comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. » Un « ciel serein » ? Pas dans les usines, les écoles, les administrations ou les villages. Pas dans la Grèce qui souffre et qui peine du fait des mesures de la troïka. Le Financial Times cite lui-même « un sondage d'opinion (qui montre que) plus de 60 % des Grecs sont opposés aux conditions du nouvel accord, qui entraînerait 100 000 suppressions d'emplois dans les trois prochaines années et d'importantes réductions dans les retraites »... qui s'ajoutent à toutes les autres.

### “LE PAYS EST PARALYSÉ DEPUIS PLUS D'UN MOIS”

Le Figaro (1<sup>er</sup> novembre) commente pour sa part : « La décision n'a surpris que par sa forme. Sous la pression de son peuple (...), le Premier ministre grec a annoncé hier

“La Grèce échappe à tout contrôle dans un contexte d'une colère populaire croissante”

Le Financial Times

# Les dernières 24 heures

## LE 31 OCTOBRE

Dans un discours adressé aux députés, le Premier ministre grec, Georges Papandréou, annonce un référendum pour approuver le second plan de sauvetage. « Laissons chaque Grec décider, avec un bulletin de vote. L'heure est venue pour le citoyen de répondre de manière responsable. Veut-il l'adoption d'un nouvel accord ou le rejette-t-il ? Si le peuple ne le veut pas, il ne sera pas mis en œuvre. S'il le veut, nous avancerons. »

Le référendum, annoncé pour janvier 2012, doit être appuyé par un vote de confiance au Parlement qui doit intervenir le 4 novembre.

Seuls quelques ministres ont été avertis préalablement. « Le ciel nous est tombé sur la tête », explique une députée du Pasok, Sophia Ginnaka.

## LE 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE

Cette annonce déclenche immédiatement la panique dans les capitales européennes. Les Bourses dévissent : - 5 % à Paris, - 5 % à Frankfurt, - 6,3 % à Athènes, - 6 % à Milan. Les responsables européens et ceux du FMI paniquent. Christine Lagarde (FMI), estime que cette annonce « crée une incertitude profonde ».

Un proche de Sarkozy déclare : « Le geste des Grecs est irrationnel et de leur point de vue dangereux. » Un autre ajoute : « Les banques ne signeront jamais rien avant le référendum et les Européens ne verseront pas

d'aides tant que la situation n'est pas clarifiée. En clair, si la Grèce n'a pas de quoi tenir financièrement d'ici au référendum, elle va faire défaut. »

« Comment imaginer que le Bundestag allemand va voter l'octroi d'aides supplémentaires à la Grèce », s'inquiète Le Monde (31 octobre) qui parle d'un « coup de poker à plus de 200 milliards d'euros ».

Rainer Brüderle, le président du groupe parlementaire du FDP (libéral), partenaire de la CDU, s'indigne : « Les autres pays consentent à des sacrifices considérables pour des décennies de mauvaise gestion et de faible gouvernance en Grèce. »

## LA CRISE S'ACCÉLÈRE DANS LE PARTI SOCIALISTE GREC (PASOK) DE PAPANDRÉOU

Six membres du conseil national du Pasok (proches de Kostas Simitis, ancien Premier ministre) demandent la démission de Papandréou et se prononcent pour « un gouvernement politique légitime et un projet de renouveau national ».

De plus, une députée de la majorité « socialiste » démissionne du Parlement pour protester contre la tenue du référendum, ce qui réduit à 152 sur 300 la majorité du gouvernement.

A droite, le responsable de Nouvelle démocratie, Antonis Samaras, qualifie Papandréou de « dangereux ». « Il ne peut pas gouverner et au lieu de se retirer de manière honorable, il

dynamite tout », ajoute-t-il.

Le Financial Times (1<sup>er</sup> novembre) cite un haut fonctionnaire de Bruxelles qui avait observé que « Monsieur Papandréou avait manifesté peu d'enthousiasme face aux conditions de l'accord de Bruxelles le 26 octobre dernier ».

Les présidents de l'Union européenne et de la Commission européenne, Hermann Van Rompuy et José Manuel Barroso disent avoir « pleine confiance dans le respect par la Grèce de ses engagements à l'égard de la zone euro malgré l'annonce d'un référendum ».

L'agence de notation Fitch indique qu'« un non menacerait la viabilité de la zone euro ». Nicolas Sarkozy téléphone à Angela Merkel. Ils se déclarent tous deux déterminés à faire appliquer le plan de sauvetage de la Grèce.

Ils ont souhaité l'adoption rapide d'une « feuille de route » pour assurer l'application de ce plan.

Ils sont convenus de se retrouver le 2 novembre, à Cannes, d'abord avec le FMI et l'Union européenne, puis avec les autorités grecques, à la veille du sommet du G 20, « afin de prendre toutes mesures nécessaires pour la mise en œuvre dans les meilleurs délais de l'accord conclu le 27 octobre à Bruxelles ».

Nicolas Sarkozy décide d'organiser à l'Élysée, à 17 heures, le 1<sup>er</sup> novembre, une réunion interministérielle. ■



Photo AFP

## ILS ONT DIT

**Le Parti communiste de Grèce (KKE)** a publié un communiqué qui indique : « A bas le gouvernement. Des élections flagrantes et au terrorisme idéologique aux dépens du peuple grec. Le chantage ne passera pas » et qui se conclut ainsi : « La classe ouvrière et les couches populaires doivent imposer les élections et les accueillir avec des mobilisations de masse dans tout le pays. Par leur action et leur vote, elles doivent porter un coup puissant au système politique bourgeois, ouvrir la voie au renversement de la politique antipopulaire, du pouvoir et des monopoles » (ANA, 1<sup>er</sup> novembre 2011).

**Alexis Tsipras, président du groupe parlementaire de Syriza** (coalition dont le principal parti est Synaspismos), a parlé « d'artifice pour que le gouvernement gagne du temps au pouvoir ». Il a dénoncé « un coup de dés très dangereux » pour le pays et demandé un recours immédiat aux urnes (ANA, 1<sup>er</sup> novembre 2011).



## INTERVIEW

**« Les manifestations des 19 et 20 octobre, comme ce qui s'est passé lors des défilés du 28, ont joué un rôle de catalyseur »**



**Hélène Zografaké-Telemè, membre du bureau exécutif du syndicat des enseignants du secondaire (OLME), oratrice à la tribune du meeting internationaliste du 1<sup>er</sup> octobre à Paris nous explique.**

soir l'organisation d'un référendum national. Officiellement, il s'agit d'approuver l'accord conclu la semaine dernière par les Européens (...). Mais dans les faits, la marge de manœuvre de Georges Papandréou était trop restreinte pour que le gouvernement puisse continuer d'appliquer les réformes. » Et Le Figaro de citer un analyste grec : « Le pays est paralysé depuis plus d'un mois. D'un côté l'ensemble de la classe politique demande des élections, de l'autre, il y a la rue. Entre les grèves du zèle et ceux qui ralentissent l'activité, plus personne ne travaille. Il faut y ajouter ceux qui n'ont plus les moyens de payer leurs factures, et la violence dans le comportement des gens qui n'ont plus rien à perdre. »

## « LES GRECS RISQUENT D'Y VOIR UN PLÉBISCITE ET D'ALLER VOTER NON »

« Pour la première fois depuis le retour de la démocratie en Grèce en 1974, le défilé de la fête nationale a été annulé dans quinze villes. A Thessalonique, dans le nord du pays, des dizaines de Grecs ont jeté des œufs et des projectiles sur les officiels, obligeant Carolos Papoulias, le président de la République, à quitter les lieux. » Telles sont les conditions dans lesquelles Papandréou a annoncé la possibilité de tenir un référendum. « Malheureusement, les Grecs risquent d'y voir un plébiscite et d'aller voter "non", s'alarme un député de gauche sous couvert de l'anonymat », cité par le quotidien. On ne saurait mieux exprimer l'inquiétude qui étreint en ce moment même les sommets de l'Union européenne et du FMI... **Article bouclé à 18 heures** ■

**H**ier, je vous ai promis de donner des informations sur la semaine qui vient de s'écouler, du point de vue des syndicats, et sur les défilés de la fête nationale du 28 octobre. Aujourd'hui, comme vous le savez, il y a une nouvelle donne avec le vote de confiance que demande le Premier ministre à l'Assemblée (le vote final aura lieu le vendredi 4 novembre), ainsi que le référendum sur le prêt décidé à Bruxelles le 26 octobre. Les manifestations des 19 et 20 octobre, comme ce qui s'est passé lors des défilés du 28, ont joué un rôle de catalyseur dans ces décisions. La colère et l'indignation du peuple s'intensifient jour après jour. Les milliers qui ont pris part aux manifestations du 28 octobre et qui ont transformé spontanément les défilés officiels en manifestations et en soulèvement populaire sont révélateurs du climat actuel. A Thessalonique, le résultat de cette irruption a été l'annulation du grand défilé militaire et le départ précipité du président de la République. Dans toutes les grandes villes de Grèce, de la Crète à Corfou, de Kalamata à Drama, les représentants gouvernementaux ont dû être évacués par les forces de police, et la foule rassemblée criait des slogans contre les mémorandums, la politique du gouvernement, la

troïka, et annonçait que le peuple grec disait à nouveau « non » (le 28 octobre est le jour commémorant le « non » du peuple grec à l'invasion des troupes fascistes italiennes en 1940). Dans cette situation, notre syndicat OLME a joué un rôle important, comme tous les jours précédents. Les médias ont largement relayé la décision de l'assemblée générale des présidents de nos unions régionales (ELME) : « Les professeurs qui accompagnent leurs élèves devront défilé avec des brassards noirs en signe de deuil devant la situation de l'Education nationale et les mesures qu'a prises le gouvernement contre le monde du travail. » Le ministère de l'Education a menacé les enseignants de sanctions disciplinaires s'ils mettaient en application cette décision et il a engagé une campagne accusant OLME de ne pas respecter la fête nationale. Cela a créé un climat propice aux manifestations spontanées des citoyens, qui ont pris des formes multiples et diverses dans les défilés du 28 octobre. La décision du Premier ministre d'aller vers un référendum et les développements violents d'aujourd'hui pour la démission du gouvernement avant la fin de l'après-midi changent la donne.

**Propos recueillis, le 1<sup>er</sup> novembre, à 15 h 35**

## ÉDITORIAL

# Aucun consensus, aucun accompagnement n'est possible

**Jean Markun**  
Secrétaire national du POI

**A** la suite de notre décision prise au niveau national, notre meeting départemental (Moselle) a lieu le jeudi 10 novembre 2011, à Hayange. A son ordre du jour, le dossier sidérurgie (ArcelorMittal) et le dossier « Alpha Santé » — hôpital d'Hayange — menacé de démantèlement. Si ces deux dossiers « gagnent » leur priorité, il sera également évoqué les questions de la « réforme territoriale », de l'école, et les questions internationales.

Le dossier « menace de fermeture de ce qui reste de la sidérurgie lorraine » comme la question de l'hôpital d'Hayange ont généré inquiétudes et colère pour les populations proches de ces installations ; pour la sidérurgie, la question a pris une dimension nationale et internationale ; pour l'hôpital, c'est tout le département (et au-delà) qui se trouve sensibilisé.

Si l'on devait établir une hiérarchie de la situation, l'hôpital intervient après le « choc sidérurgique », et décuple l'inquiétude et le sentiment de colère. Le maire d'Hayange (PS), président du conseil d'administration de l'établissement, s'est fait huer par les salariés au moment où il tentait de justifier le démantèlement. Son intervention consensuelle n'est pas passée. Depuis, dans la ville, dans les localités environnantes, « on pétitionne », les populations se saisissent de la démarche, une masse de signatures est en passe d'être collectée. Le POI en fait partie, à l'initiative dans les rassemblements, sur les marchés et dans les localités.

La gravité des deux dossiers est le résultat de la crise du système, le résultat des décisions d'austérité, de la politique de réduction des déficits déclinée localement. Même si tous ne saisissent pas la relation, cependant « les gens sentent » plus ou moins confusément la relation avec le climat ambiant généré par la politique du gouvernement Sarkozy. Le bon accueil des salariés et de la population nous le prouve ! Pour l'instant, c'est le débat, l'échange d'informations, mais les quelques rassemblements qui ont eu lieu laissent augurer une mobilisation plus importante.

Ce qui vient de se passer à Bruxelles au récent sommet européen doit nous conforter dans notre démarche d'opposition radicale aux mesures d'austérité, à la dette. Ce que nous avons prévu, en annonçant que « les gouvernements européens programment encore plus d'austérité » vient de se vérifier. Le peuple grec est contraint à subir les mesures d'austérité, malgré « l'annulation » d'une partie de la dette. En plus, ce sont tous les pays de la zone euro qui vont être soumis à une « règle d'or », c'est-à-dire l'austérité institutionnalisée !

C'est l'Union européenne qui décrète la supranationalité. Les différents commentateurs ajoutent le fait qu'il manque aux décisions une gouvernance européenne !

Au travers des décisions prises, d'évidence, « on » pousse à renforcer l'édifice européen. La construction de l'Union européenne en termes de bilan n'est que destructions pour les travailleurs et reculs sociaux. Continuer dans ce sens, les décisions prises le prouvent, nous dirige vers un recul de civilisation. Notre démarche de rupture avec l'Union européenne est justifiée, confortée.

En conséquence, aucun consensus, aucun accompagnement n'est possible, quel que soit le dossier : services publics, école, communes, sidérurgie, hôpitaux, santé... ! Il n'est pas question, comme l'exprime la confédération CFDT, de rechercher ensemble, patronat, syndicats et gouvernement, des solutions communes. C'est insensé !

Oui, la dette n'est pas celle du peuple ! Annulation ! Non au nouveau plan de renflouement des banques, non à la « règle d'or », non à la dictature de la troïka !

(1) Synaspismos : parti issu du Parti communiste de Grèce.